

Bonjour, nous prenons la parole au nom du CIPCL, membre de la coordination nationale.

Depuis 2003 et la réforme d'alors qui n'était que le funeste signe à l'échelle des intermittents de la casse sociale que le présent accord auquel nous nous opposons promet d'étendre à l'ensemble des pratiques professionnelles quelles qu'elles soient,

Depuis 2003 où nous avons dû nous battre, connaître le désastre des grèves et des annulations de festival qui sont une vraie douleur dans un pays qui connaît sa chance d'avoir une si belle richesse culturelle et artistique,

Depuis 2003 où nous avons dû nous organiser pour nous défendre de la précarité et des ruptures de droits que l'attaque de notre régime d'assurance spécifique avait engendré dans nos vies quotidiennes

Depuis 2003 nous nous sommes mobilisés, nous avons pris soin d'étudier notre situation et sommes devenus les meilleurs experts de nos vies et de nos pratiques professionnelles, nous avons mis au point des propositions de réforme, justes et adaptées, générant des économies et diminuant la précarité. Soutenus par l'ensemble des organisations professionnelles représentatives de nos métiers et par un nombre significatif de parlementaires de tous bords au sein d'un comité de suivi.

Depuis le 22 mars 2014 nos propositions ont été ostentatoirement écartées d'un revers de la main par le medef et ses complices au sein d'un simulacre de négociation à l'UNEDIC

Depuis le 22 mars nous devons avaler les humiliations de communications à charge qui nous font passer pour des privilégiés et nous rendent faussement responsable, à l'appui de chiffres fallacieux, d'une part abracadabrante d'un déficit dont nous estimons qu'il est essentiellement dû à une mauvaise gestion du MEDEF.

Depuis le 22 mars nous nous mobilisons contre un projet de réforme dont nous avons bien pris la mesure destructrice et précarisante pour l'ensemble de la société. Dont nous dénonçons le projet idéologique qui détourne l'esprit mutualiste de la protection sociale au profit d'une flexibilité ultra libérale, ultra oppressante.

Depuis le 22 mars nous avons multiplié les textes, les conférences, les ripostes à la désinformation courant dans la presse dominante, nous avons dénoncé les pratiques iniques et anti démocratiques des négociations, nous avons interpellé les élus, fait des consultations politiques, des manifestations, fait des occupations produit des expertises... Nous avons tout essayé.

Depuis le 3 juin les équipes permanentes et intermittentes du festival du printemps des comédiens à Montpellier sont en grève au péril de la continuité de leurs droits au chômage et de la pérennité de leur outil de travail

Depuis le 3 juin partout en France, petit à petit, des équipes les rejoignent au point qu'aujourd'hui il n'y a pratiquement plus un seul événement culturel d'envergure qui a lieu.

Depuis 7 juin et la mobilisation croissante le gouvernement a pris la mesure de la situation et a cherché à manœuvrer avec la nomination d'un médiateur fantoche

Depuis le 7 juin, la presse ne peut plus nier le désespoir violent qui nous touche et qui se transcrit dans la grève. Il aura fallu cela pour que vous soyez au courant de nos revendications . Que vous commenciez un tant soit peu à être informés sur les justes causes de notre lutte.

Depuis le 7 juin, les discours dominants changent et partout on chante la louange de nos beaux métiers et de leur utilité. Mais on tente toujours de circonscrire nos revendications au périmètre de la culture alors que nous défendons les droits sociaux pour tous. Pour vous ici, comme pour nous, comme pour tous les chômeurs, comme pour tous les précaires. Et nous voulons que ce soit entendu.

Depuis le 19 juin et le discours de Manuel Valls, premier Ministre, nous savons que le gouvernement fait le choix de s'allier au MEDEF et aux intérêts de l'économie libérale plutôt que de défendre le peuple et le modèle social exceptionnel et vertueux que nous avons hérité des luttes des générations qui nous ont précédées.

Depuis le 19 juin, nous savons que ce gouvernement, dans son irresponsabilité, fait le choix terrible de laisser derrière lui les ruines d'un paysage culturel que des vies entières ont construit au fil des siècles au point d'être envié du monde entier. Car les festivals n'auront pas lieu. Car des femmes et des hommes de passion ont choisi d'engager ces outils, ainsi que la sécurité de leur subsistance propre, pour mener un combat au nom de tous, au nom du respect et de la dignité de tous. Un combat qu'ils ne cesseront pas car ils connaissent le prix de ce qu'ils défendent.

Mesdames et messieurs Nous vous appelons à nous rejoindre dans cette lutte qui est maintenant une mise à mort assumée par le gouvernement.

Mesdames et messieurs, devant la gravité de la situation, votre spectacle de ce soir ne peut avoir lieu.